

d'Amérique centrale de résoudre leurs différends et de reprendre le chemin interrompu du développement social, économique et politique. Cette initiative, qui venait après d'autres efforts impliquant des pays de la région et de l'extérieur de la région, est douée d'une surprenante vitalité malgré les résultats inégaux qu'elle a obtenus et le pessimisme qui continue d'entourer son futur.

Les chances de succès de Contadora ne sont jamais données comme bonnes; et pourtant, il ne fait pas de doute que son existence a évité, par exemple, qu'un conflit n'éclate entre le Nicaragua et le Honduras. Il est extrêmement encourageant que les cinq républiques d'Amérique centrale continuent de s'asseoir à la table des discussions avec leurs quatre voisins immédiats qui ont reçu l'appui politique de la plupart des gouvernements y inclus les Etats-Unis, Cuba, l'URSS, le Canada et les dix membres de la Communauté européenne.

Jusqu'ici, les membres de Contadora ont obtenu d'importants résultats. Au sommet de Cancun, en juillet 1983, ils ont établi le cadre de leur programme; en septembre de la même année, ils ont obtenu l'accord des cinq gouvernements d'Amérique centrale sur 21 objectifs visant à démilitariser la région, éliminer la présence militaire étrangère, relancer l'intégration régionale et promouvoir les institutions démocratiques. Afin d'atteindre ces objectifs, trois commissions ont été créées en janvier 1984 visant à explorer les aspects économiques, politiques et de sécurité de la crise régionale. Les commissions ont fait leur rapport en avril et, début juin, un "Document de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale" était présenté aux chefs d'Etats des cinq pour leur approbation.

Le "Document de Paix" crée une "Commission de contrôle et de vérification" divisée en trois sections (politique, économique, sécurité). Le fait que la Commission serait composée d'un certain nombre de pays non régionaux est bien sur d'une importance cruciale au moment de définir un rôle éventuel de notre pays dans la solution des problèmes de la région. Le Canada jouit en effet d'une bonne réputation auprès de tous les pays impliqués et n'est pas perçue comme protagoniste dans la crise.

Déjà, lors de son intervention devant l'Assemblée générale des Nations unies le 27 septembre 1983, M. MacEachen avait indiqué que le Canada serait disposé, lorsqu'un consensus politique aura été atteint en Amérique centrale, à répondre favorablement aux demandes d'aide économique, et peut être aussi à d'autres formes d'aide. Cette déclaration a été bien accueillie dans les capitales concernées mais la collaboration du Canada avec les groupes de travail de Contadora n'a pas connu de suite et l'offre tient toujours.

Quant à l'aide au développement économique, le Canada, tout en poursuivant ses programmes en place qui s'appliquent plus spécifiquement au Honduras, au Nicaragua et au Costa Rica, reconnaît l'importance de relancer les institutions et les réseaux d'intégration régionaux. C'est ainsi qu'une délégation canadienne s'est rendue à Mexico au début de février pour assister à la première réunion du Comité d'aide au développement économique et social d'Amérique centrale (CADESCA), une création du